# L’Europe a une chance à saisir

Alors que les Etats-Unis ont déjà retrouvé leurs niveaux d’avant crise après la publication du chiffre du PIB au deuxième trimestre, et même si l’Europe mettra plus de temps, cette dernière bénéficie pourtant d’atouts qui pourraient lui permettre de mieux performer à l’avenir. Et cela se reflète déjà dans les dernières prévisions du FMI qui table sur une croissance de 4.6% pour la zone euro contre un taux de 4.3% pour les pays de l’ASEAN-5 (l’Indonésie, la Malaisie, les Philippines, la Thaïlande et le Vietnam).

Vaccination, tourisme et plan de relance comme atouts

Si nous avons été lents au démarrage pour la vaccination, nous sommes en passe d’être dans le peloton de tête et de peut-être durablement dépasser les Etats-Unis où la vaccination connait un sérieux ralentissement. Ne parlons même pas des pays de la zone asiatique qui étaient sortis les premiers du confinement et qui font face maintenant au variant Delta qui les oblige à mettre en place de nouvelles mesures de restriction. Si nous gardons le même rythme de vaccination et même si des mesures comme le pass sanitaire affecteront encore certains secteurs, l’économie sera nettement moins affectée que lors des autres périodes marquées par des mesures de restriction beaucoup plus fortes. Ce qui signifie que la croissance sur la seconde partie de l’année pourrait rester très ferme a contrario de l’Asie et être soutenue par la consommation des ménages.

Même si des pays comme l’Espagne ou le Portugal vont encore souffrir de la diminution drastique du tourisme, l’Europe est moins impactée que d’autres régions et en particulier que l’Asie. Selon les deniers chiffres publiés par l’Organisation Mondiale du Tourisme sur les 5 mois premiers mois de cette année, la zone Asie-Pacifique a accusé une baisse de 95% des arrivées internationales contre 85% pour l’Europe par rapport à la même période en 2019. Mais surtout, en juin, sur 63 pays ayant fermé complètement leurs frontières, l’Europe en comptait 7 contre 33 pour la zone Asie-Pacifique. Le tourisme intra européen permettra donc de limiter les dégâts, ce qui ne sera pas le cas pour d’autres régions et ce qui soutiendra également la croissance.

La mise en place du plan Next Generation EU est effectif dans une majorité de pays de l’UE et la mise à disposition des fonds permettra donc à ces derniers de commencer à déployer leurs plans nationaux. A contrario des Etats-Unis, où le plan de relance de Biden après un vote favorable du Sénat devra peut-être encore attendre le mois d’octobre avant de le voir se concrétiser. En plus, les mesures de soutien aux ménages américains vont prendre fin en septembre, ce qui devrait affecter les revenus et il faudra voir si ces derniers vont puiser dans leur épargne, une épargne qui a d’ailleurs déjà fortement diminué ces deux derniers mois. L’Europe a donc une longueur d’avance, même si les montants sont plus modérés, mais ce plan de relance pourrait permettre de réindustrialiser en rapatriant certaines activités stratégiques ou en développant de nouvelles filières de production dans certains secteurs de pointe.
Car ce plan de l’UE s’intègre dans le programme ambitieux de la Commission européenne d’arriver à la neutralité carbone en 2050 qui pourrait voir l’Europe prendre le leadership dans toute une série de domaine pour relever ce défi.

Climat et inflation plus cléments en Europe

A propos de climat, et malgré les inondations dévastatrices en Allemagne et en Belgique et les incendies qui touchent le sud de l’Europe, les Etats-Unis doivent faire face à des conditions climatiques qui auront inéluctablement un impact sur la croissance, sans doute plus important qu’en Europe. C’est particulièrement le cas des gigantesques incendies qui ravagent certains Etats et aussi de la sécheresse qui affecte des régions agricoles.

Malgré un taux d’inflation en hausse, 2.2% selon le dernier chiffre publié en juillet, la zone euro ne connait pas la même poussée inflationniste qu’aux Etats-Unis où le taux se situe à 5.4%. Cette forte hausse de l’inflation aux Etats-Unis a deux conséquences négatives. D’une part, l’inflation rogne plus le pouvoir d’achat des ménages américains que celui des ménages européens. Et d’autre part, la FED devra réduire son programme de rachats plus tôt que la BCE, ce qui entrainera une remontée des taux longs aux Etats-Unis et renchérira le coût du crédit pour les ménages et les entreprises.

Nos points faibles

L’Europe a structurellement une croissance plus faible qu’aux Etats-Unis pour des raisons de dynamique entrepreneuriale, de flexibilité du marché de l’emploi, du poids considérable des multinationales américaines ou encore du poids de la consommation des ménages,… pour ne citer que quelques éléments.

Cela implique que l’Europe doit développer son tissu industriel dans des secteurs de pointe comme les batteries électriques, les énergies renouvelables, … (ce qui est d’ailleurs la volonté de la Commission européenne), mais dans lesquels nous avons pris un sérieux retard.

Mais notre plus grand point faible est sans doute le fait que l’Europe ne dispose pas d’un véritable gouvernement et d’une véritable structure institutionnelle qui lui permet de mettre en place rapidement des mesures et qu’il y a une énorme dilution des moyens.

Une chance à saisir

L’Europe a sans doute une occasion unique, en surfant sur la forte reprise de l’activité économique, de déployer son plan de relance dans des conditions plus avantageuses que d’autres régions. En plus, le fait que la Commission ait permis une flexibilité maximale dans l’application des règles de l'UE en matière de finances publiques et de politiques budgétaires donne une plus grande latitude en termes d’investissement. Et l’ambition de la Commission en termes de climat peut se voir comme une opportunité unique de voir l’Europe en tête dans certaines nouvelles avancées technologiques liées aux énergies renouvelables.

L’Europe doit saisir cette chance de se positionner à la fois comme un acteur essentiel dans la lutte contre le réchauffement climatique tout en se réindustrialisant pour retrouver son indépendance dans des domaines stratégiques.